



**COORDINATION SYNDICALE DEPARTEMENTALE
C.G.T DE LA MEUSE
des Personnels Actifs et Retraités de la Fonction Publique Territoriale
19, rue Foch 55200 COMMERCY tel 06 08 42 47 06**

Aujourd'hui le système de retraite et ses régimes garantissent en droit universel à la retraite pour tous, basé sur une solidarité intergénérationnelle et par répartition.

Ils sont viables économiquement et indispensables socialement.

Le gouvernement tente d'imposer un système unique de retraite par points.

**RETRAITE PAR POINTS = BAISSÉ DU MONTANT DES PENSIONS =
TRAVAILLER AU-DELA de 64 ANS**

Pour une retraite digne, la CGT revendique :

Le socle actuel, commun à toutes et à tous, repose sur des garanties essentielles :

- Garantir la possibilité d'un départ à 60 ans à taux plein ;
- Prise en compte de la pénibilité par un départ anticipé à 55 ans ou un trimestre de départ anticipé par années d'exposition ; une politique de prévention et de réparation, une amélioration des fins de carrière (ex temps partiel) permettant réellement de bénéficier du départ anticipé ;
- Une pension d'au moins 75 % du revenu d'activité pour une carrière complète ; retour au calcul sur les dix meilleures années pour le privé et maintien des derniers 6 mois pour le public ;
- Pas de retraites en dessous d'un SMIC à 1800 euros bruts (revendiqué par la CGT) ;
- Indexer les pensions sur l'évolution des salaires et non les prix ;

Notre système fonctionne, il mérite d'être défendu et amélioré !

Tous ensemble, disons NON au recul de l'âge de départ, à la baisse des pensions, à l'allongement de la durée d'activité, à l'accroissement des inégalités, à la jeunesse sacrifiée.

**Nous ne voulons pas mourir au travail ! Public, privé tous concernés !
Nos dirigeants doivent entendre l'exigence de millions de citoyens !**

RETRAIT DU PLAN DE REFORME DES RETRAITES

Nos organisations départementales appellent à poursuivre les actions et initiatives déclinées sous toutes les formes les 21, 22 et 23 janvier 2020. Ces rassemblements et manifestations seront ciblés vers la Préfecture et les Sous-Préfecture dans le cadre des journées sur la sécurité en Meuse ouvert au public.

Rassemblements et Manifestations

COMMERCY Mardi 21 janvier 2020 à 17h départ Place du Château
**VERDUN le Mercredi 22 Janvier 2020 à 14 h départ devant la permanence
De la Député Emilie CARIOU vers la Sous-Préfecture**
**BAR LE DUC Jeudi 23 Janvier 2020 à 14h30 départ devant la GARE SNCF
vers la Préfecture**

CGT

Gouvernement

SOLIDARITÉ

Justice sociale

1 800 euros minimum de pension



Si carrière complète *
1 000 euros de pension

La retraite doit protéger de la précarité. Pour cela aucune pension ne doit être inférieure au Smic brut CGT.

Les 1000€ par mois promis par le gouvernement à horizon 2025 sont déjà 41€ en dessous du seuil de pauvreté.

Choix de société



« Chacun cotise selon ses moyens, et reçoit selon ses besoins »

Légion d'honneur attribuée à **Black Rock**



La solidarité intergénérationnelle est le fondement de notre système de retraite par répartition et il doit le rester.

En baissant le plafond de cotisations pour les plus hauts revenus, le gouvernement offre plus de 70 milliards d'euros à capitaliser aux fonds de pensions.

ÉGALITÉ

Pénibilité

Retraite dès **55 ans**



64 ans âge pivot

Retraite à 60 ans pour tous et possibilité de départ anticipé à 55 ans pour tenir compte de la pénibilité et que chacun puisse partir à la retraite en bonne santé.

L'espérance de vie en bonne santé est de 63,4 ans pour les hommes et 64,5 ans pour les femmes. Avec l'âge pivot à 64 ans, pas de retraite en bonne santé.

Financement

Employment ↑ + égalité salariale = Cotisations



66 milliards de cadeaux au patronat

Retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise financière de 2008 engendrerait 9 milliards de cotisations et 7 milliards d'économies pour l'assurance chômage.

En exonérant les entreprises de 66 milliards de cotisations sociales, l'état et le patronat organisent la casse de notre système social.

DÉMOCRATIE



60 % de soutien au mouvement social

Démocratie ?



76% des Français soutiennent la retraite à 60 ans. 93% veulent une meilleure prise en compte de la pénibilité pour plus de justice sociale.

Le gouvernement méprise les français, les organisations syndicales et les institutions.